



Commission scolaire
Lester-B.-Pearson

REGISTRE DE DOCUMENTS OFFICIELS

Délégation de pouvoirs au directeur général

Catégorie et code :	BL – 2
Date d'entrée en vigueur:	1^{er} décembre 2018
Nombre de pages:	6
Origine:	Service juridique
Endroit d'application et entreposage:	Service juridique
Historique:	Adoptée : résolution 98-06-22 Modifiée : résolution 2018-11-12

1^{re} PARTIE – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- Article 1 Ce règlement est établi en vertu de l'article 174 de la Loi sur l'instruction publique. (L.R.Q., ch. 1-13.3).
- Article 2 Au moment où ce règlement entrera en vigueur, il remplacera toutes les versions adoptées précédemment.
- Article 3 Le présent règlement détermine les droits, les pouvoirs et les obligations délégués au directeur général par le Conseil des commissaires de la Commission scolaire Lester-B.-Pearson.
- Article 4 Le Conseil des commissaires conserve tous les droits, tous les pouvoirs et toutes les obligations qui ne sont pas explicitement délégués au comité exécutif, au directeur général, aux *cadres* ou à tout autre organisme.
- Article 5 La délégation de droits, de pouvoirs et d'obligations explicitement confiés au directeur général est assujettie aux droits, aux pouvoirs et aux obligations explicitement confiés au comité exécutif ou aux cadres ou à tout autre organisme.
- Article 6 La délégation de droits, de pouvoirs et d'obligations au directeur général ou à tout autre organisme inclut une complète autorité sur le sujet délégué et s'étend à toute action découlant de cette autorité et utile à son accomplissement. L'autorité conférée au directeur général d'agir inclut le droit de ne pas agir ou de n'agir qu'en partie.
- Article 7 Le directeur général doit exercer, à l'intérieur de la clause limitative ci-dessus, la délégation de droits, pouvoirs et obligations du présent règlement dans le cadre des règles budgétaires, des conventions collectives, des normes, méthodes et procédures adoptées par la commission scolaire, de même que dans le cadre des lois et règlements du gouvernement, des règlements et des résolutions de la commission scolaire et des contrats liant celle-ci.

2^e PARTIE – DROITS, POUVOIRS ET OBLIGATIONS

Le conseil des commissaires délègue au directeur général les droits, pouvoirs et obligations qui suivent:

Gestion de l'enseignement

- Article 8 Le directeur général est responsable de l'élaboration et de l'application du calendrier scolaire.
- Article 9 Le directeur général est responsable de la décision de fermer les écoles en situation d'urgence.
- Article 10 Le directeur général peut prendre toute autre mesure demandant une action immédiate afin d'assurer le fonctionnement efficace des écoles de la commission scolaire.
- Article 11 Le directeur général peut dispenser d'une matière prévue au régime pédagogique un élève qui a besoin de mesures d'appui. (article 222.1, L.I.P.)
- Article 12 Le directeur général peut permettre à une école, avec l'autorisation du ministre, de remplacer un programme du ministère de l'Éducation par un programme local pour tout élève incapable de profiter du programme d'études établi. (article 222.1, L.I.P.)

Gestion des services aux élèves

- Article 13 Le directeur général a l'autorité d'adapter les services éducatifs pour les élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage. (article 234, L.I.P.)
- Article 14 Le directeur général a l'autorité de traiter des demandes de dispense en raison de l'âge pour la maternelle, le primaire et le secondaire. (articles 241.1 - 241.3, L.I.P.)

Gestion des ressources humaines

- Article 15 Dans le présent règlement, les mots ci-dessous sont définis de la façon suivante:
- Embaucher: Établir un lien d'emploi entre une personne et la commission scolaire.
- Réaffecter : Transférer un employé à un autre poste à l'intérieur de sa classification pour lequel le salaire maximum est identique.

Suspendre : Priver un employé de son emploi et du salaire correspondant pour une période indéterminée. Exceptionnellement, la suspension peut être de nature administrative, sans perte de salaire.

Congédier : Rompre le lien d'emploi avec une raison dans le cours de l'année ou à la fin d'un mandat.

- Article 16 Le directeur général administre les conventions collectives en vigueur.
- Article 17 Le directeur général applique les règles et les règlements du gouvernement en matière de conditions de travail pour les cadres et les directeurs d'écoles des commissions scolaires anglophones.
- Article 18 Le directeur général prend toutes les décisions en ce qui concerne le règlement de griefs ou de désaccord tels qu'ils sont définis dans les conventions collectives de même que les poursuites judiciaires jusqu'à un maximum de 50 000 \$.
- Article 19 Le directeur général peut accorder le cas échéant des congés d'un mois ou moins avec ou sans traitement.
- Article 20 Le directeur général peut engager et congédier tout le personnel à l'exception du personnel administratif.
- Article 21 Le directeur général peut transférer du personnel de gestion et des professionnels non enseignants.
- Article 22 Le directeur général peut suspendre le cas échéant un employé ou un cadre de n'importe quelle classe d'emploi selon les conventions collectives en vigueur.
- Article 23 Le directeur général peut affecter, réaffecter ou nommer les professionnels, le personnel de soutien technique et administratif et le personnel de soutien.
- Article 24 Le directeur général peut signifier les avis de congédiement, de résiliation de mandat, de non-renouvellement de mandat et de non-renouvellement, y compris ceux qui concernent les surplus de personnel, pour toutes les classifications d'emplois, à l'exception de la haute administration et des directeurs de service, d'école ou de centre.
- Article 25 Le directeur général peut procéder à des mises à pied et au non-renouvellement pour cause de surplus.
- Article 26 Le directeur général peut nommer les représentants de la commission scolaire aux comités établis selon les conventions collectives, les lois et les règlements.

Article 27 Le directeur général désigne la période de vacances et de fermeture d'été.

Gestion des ressources financières

Article 28 Le directeur général prépare et soumet au ministère de l'Éducation toute demande d'allocation de subvention ou de crédit additionnel complémentaire ou spécifique, de quelque source qu'elle provienne.

Article 29 Le directeur général peut accorder des contrats pour des biens et services lorsque la valeur de ces contrats est égale ou inférieure à 100 000 \$, sous réserve des pouvoirs dévolus aux directeurs d'école et de centre de même qu'aux cadres.

Gestion des ressources matérielles

Article 30 Le directeur général loue les biens meubles nécessaires au fonctionnement de la commission scolaire dans tous les cas où le montant de la location est égal ou inférieur à 100 000 \$.

Article 31 Le directeur général loue les biens immeubles nécessaires au fonctionnement de la commission scolaire dans tous les cas où le montant est égal ou inférieur à 100 000 \$.

Article 32 Le directeur général signe des baux de biens meubles dans tous les cas où le montant annuel de la location est égal ou inférieur à 100 000 \$, sous réserve des pouvoirs dévolus aux conseils d'établissement.

Article 33 Le directeur général signe des baux de biens immeubles dans tous les cas où le montant annuel de la location est égal ou inférieur à 100 000 \$, sous réserve des pouvoirs dévolus aux conseils d'établissement.

Article 34 Le directeur général autorise des modifications, des rénovations et des réparations des installations de la commission scolaire dans tous les cas où le montant total des travaux, y compris les matériaux, la main-d'œuvre et les services professionnels ne dépassent pas 100 000 \$.

Gestion générale

Ententes

Article 35 Le directeur général signe des contrats ou des ententes à des fins administratives ou éducatives avec une autre commission scolaire, un organisme ou une personne pour l'obtention par la commission scolaire de services administratifs ou éducatifs.

Assurances

Article 36 Le directeur général souscrit à une assurance pour couvrir les biens meubles et immeubles de la commission scolaire ou des dommages non couverts par une autre assurance.

Article 37 Le directeur général autorise la limite de protection requise par le régime rétrospectif de la CSST et le règlement des réclamations inférieures à 50 000 \$.

Autres affaires

Article 38 Dans le cas d'une absence ou d'une incapacité à agir de la secrétaire générale, le directeur général signe les procès-verbaux des séances du conseil des commissaires et tout document ou toute copie de document provenant des archives de la commission scolaire.

Article 39 Le directeur général signe, pour et au nom de, la commission scolaire toute entente, tout contrat ou tout acte convenus et établis par résolution sous l'autorité du conseil ou du comité exécutif, le cas échéant.

PART 3 – DISPOSITIONS FINALES

Article 40 Le directeur général doit présenter au conseil des commissaires un rapport des mesures prises en vertu de cette délégation.

Article 41 Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} décembre 2018 et reste en vigueur jusqu'au moment où il annulé, remplacé ou modifié, en tout ou en partie, par un règlement dûment adopté par la commission scolaire.